



COMMUNE DE RAMBERVILLERS



ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Pièce n° 13

DELIBERATIONS

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Rambervillers

SEANCE DU 20 JUILLET 2023

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
29	16	16 + 9 pouvoirs

Date de convocation
13 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt juillet à dix-huit heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Grand Salon de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de **Jean-Pierre MICHEL**, maire.

Présents : Jean-Luc BARON, Stéphane BOULAY, Marie-Claire CREUSILLET, Loïc DEMANGEON, Martine FERRY, Julien HAG, Nadia HAMMOUALI, Yannick MARQUIS, Jean-Pierre MICHEL, Christine MUNSCH-BAUDET, Alain NYSEN, Daniel POURCHERT, Léa ROCHOTTE, Emmanuel SIBILLE, Sandrine THIEBAUT, Pierre-Jean TONON.

Absents : Bernard CHASSARD, Alain DUMET, Vanessa JACQUEMIN-CHASSARD, Murielle LEROUGE.

Représentés : Pascal AUBEL à Nadia HAMMOUALI, Sylviane BARTHELEMY à Sandrine THIEBAUT, Michaël BOSSERR à Stéphane BOULAY, Hélène GEORGEL à Julien HAG, Gauthier GILLET à Yannick MARQUIS, Gaëlle LABORY à Martine FERRY, Audrey SAYER à Jean-Luc BARON, Jacques SOURDOT à Marie-Claire CREUSILLET, Rebecca VUILLEMARD à Léa ROCHOTTE.

Monsieur Pierre-Jean TONON a été nommé secrétaire de séance.

Objet : PLU - ARRET DU PLAN LOCAL D'URBANISME
N° de délibération : 2023050

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération en date des 30 avril 2015 et 17 mai 2017, le Conseil Municipal a décidé de prescrire l'élaboration du PLU.

Monsieur le Maire rappelle les objectifs de l'élaboration du P.L.U. Cette élaboration du P.L.U. a été décidée afin d'atteindre les objectifs suivants :

- Poursuivre un développement urbain raisonné et respectueux des espaces naturels et agricoles en menant une gestion optimale du potentiel foncier disponible, des ressources disponibles en eau potable en collecte des eaux usées et en tenant compte des possibilités d'extension des principaux réseaux notamment électrique : réflexion sur les formes urbaines et les typologies d'habitat à développer.
- Prendre en compte l'environnement comme élément fondateur d'un nouveau projet urbain : développer les itinéraires cyclables et les transports en commun, réflexion sur la possibilité d'écoquartier sur le secteur de Badlieu avec liaisons douces vers le centre-ville.
- Identifier pour répondre au mieux aux besoins actuels et futurs en matière d'habitat, d'activités, de services et d'équipements publics.
- Répondre à l'ensemble des problématiques urbaines (commerces, stationnement, PDU) mais aussi architecturales (mise en valeur du bâti de caractère, éradication des ruines) et sociale (habitat indigne, population en difficulté) sur l'ensemble des zones urbanisées du territoire.
- Répondre au besoin de requalification urbaine notamment du centre bourg (projet AMI en cours, requalification d'îlots).
- Prendre en compte le risque inondation sur la commune et prévoir la mise en compatibilité du document d'urbanisme lorsque le PPRI sera approuvé.

Il précise en outre les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui comportent 4 grandes orientations :

- **Orientation générale n°1** | Maintenir la population actuelle, puis l'accroître afin satisfaire le cycle résidentiel sur la commune
- **Orientation générale n°2** | Améliorer le cadre de vie des habitants et valoriser les atouts du territoire communal
- **Orientation générale n°3** | Valoriser les atouts économiques du territoire
- **Orientation générale n°4** | Favoriser la requalification de l'habitat existant
- **Orientation générale n°5** | Favoriser et sécuriser les déplacements doux et répondre aux problématiques de circulation
- **Orientation générale n°6** | Préserver l'environnement et les espaces agricoles
- **Orientation générale n°7** | Limiter les impacts sur l'environnement et s'inscrire dans l'ère du numérique
- **Orientation générale n°8** | FOCUS sur la redynamisation du « bourg-centre » de la région de Rambervillers

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 avril 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation ;

Vu les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables prévu par l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, qui se sont tenus les 28 janvier 2020 et 26 janvier 2023 ;

Vu la délibération en date du 20 juillet 2023 tirant le bilan de la concertation dans le cadre de la révision du PLU ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14, L.103-2 et R.153-3 à R.153-7 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 ;

Vu la décision de la MRAe de soumettre le PLU à évaluation environnementale en date du 11 décembre 2020, vu le recours présenté par la commune à cette même décision et l'abrogation de la décision en date du 31 mars 2021 par la MRAe.

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) et notamment le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le règlement et ses documents graphiques associés et les annexes ;

ENTENDU l'exposé de M. le Maire ;

Après examen du projet de P.L.U., et notamment le PADD, le rapport de présentation, les documents graphiques, le règlement et les annexes, lesquels fixent notamment pour principaux objectifs :

- Ambition démographique : seuil démographique fixé à 5 100 habitants d'ici 2028 avec un objectif d'environ 5 350 habitants horizon 2035.
- Consommation des espaces sur les 10 dernières années (période 2010-2019) : 7.15 ha d'espaces naturels ou agricoles consommés.
- Mise à profit des « dents creuses » et ouverture à l'urbanisation résidentielle calibrée intramuros.

- Prise en compte des enjeux environnementaux et des risques comme les inondations et le PPRi lié.
- Mise en compatibilité du P.L.U. avec le SRADDET Grand Est.

CONSIDERANT que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques qui ont été associées à son élaboration et aux personnes qui demandent à être consultées.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- **ARRETE** le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de RAMBERVILLERS tel qu'il est annexé à la présente délibération conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme ;

- **PRECISE** que le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme sera notifié pour avis :

- ❖ à l'ensemble des personnes publiques associées à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;
- ❖ aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunale qui ont en fait la demande ;
- ❖ à la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) ;
- ❖ à l'Autorité Environnementale ;
- ❖ aux chambres consulaires ;
- ❖ aux organismes affiliés ayant vocation à se prononcer sur le P.L.U.

- **INFORME** que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-12 et L.132-13 pourront en prendre connaissance si elles le demandent.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Vosges accompagnée des dossiers nécessaires à la consultation des services de l'Etat.

Conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Elle sera en outre publié au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus.

Le projet de P.L.U. arrêté sera tenu à la disposition du public.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 26 juillet 2023
Jean-Pierre MICHEL,
Maire



Jean-Pierre MICHEL

JEAN-PIERRE MICHEL
2023.07.21 12:10:07 +0200
Ref:20230721_115604_1-1-O
Signature numérique
le Maire

République Française

Département des Vosges

DELIBERATION
CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Rambervillers

SEANCE DU 20 JUILLET 2023

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
29	16	16 + 9 pouvoirs

Date de convocation
13 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt juillet à dix-huit heures, le Conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil municipal, qui a eu lieu Grand Salon de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de **Jean-Pierre MICHEL**, maire.

Présents : Jean-Luc BARON, Stéphane BOULAY, Marie-Claire CREUSILLET, Loïc DEMANGEON, Martine FERRY, Julien HAG, Nadia HAMMOUALI, Yannick MARQUIS, Jean-Pierre MICHEL, Christine MUNSCH-BAUDET, Alain NYSEN, Daniel POURCHERT, Léa ROCHOTTE, Emmanuel SIBILLE, Sandrine THIEBAUT, Pierre-Jean TONON.

Absents : Bernard CHASSARD, Alain DUMET, Vanessa JACQUEMIN-CHASSARD, Murielle LEROUGE.

Représentés : Pascal AUBEL à Nadia HAMMOUALI, Sylviane BARTHELEMY à Sandrine THIEBAUT, Michaël BOSSERR à Stéphane BOULAY, Hélène GEORGEL à Julien HAG, Gauthier GILLET à Yannick MARQUIS, Gaëlle LABORY à Martine FERRY, Audrey SAYER à Jean-Luc BARON, Jacques SOURDOT à Marie-Claire CREUSILLET, Rebecca VUILLEMARD à Léa ROCHOTTE.

Monsieur Pierre-Jean TONON a été nommé secrétaire de séance.

Objet : PLU - BILAN DE LA CONCERTATION
N° de délibération : 2023051

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que conformément à la procédure d'élaboration du PLU, un cahier de concertation a été ouvert et mis à la disposition de la population en Mairie, suite à la séance du Conseil Municipal du 30 avril 2015.

Le Conseil Municipal, lors du lancement de la procédure en 2015, a arrêté les modalités de concertation suivantes :

- Affichage en Mairie de la présente délibération pendant toute la durée de l'élaboration et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU.
- Disponibilité du dossier au service urbanisme de la Mairie.
- Ouverture d'un registre de concertation publique destiné aux réflexions d'intérêt général et collectif au service urbanisme de la Mairie.
- Publicité par voie de presse et dans le bulletin d'information municipale ainsi que sur le site internet de la commune.
- Organisation de deux réunions publiques d'information
 - Une pour la présentation des orientations du PADD
 - Une pour la présentation du projet de PLU arrêté
- Des insertions dans la presse et dans le bulletin municipal et sur le site de la commune informeront la population des dates, lieux et objets des réunions.
- Les observations d'intérêt général pourront être présentées par le biais du registre de concertation, par courrier adressé à Monsieur le Maire ou lors des réunions publiques.
- La concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du PLU. A l'issue de la concertation, un bilan sera dressé par Monsieur le maire et présenté au Conseil Municipal.

En application de la délibération de prescription de l'élaboration du P.L.U. en date du 30 avril 2015, la concertation s'est déroulée dans les conditions prédéfinies par celle-ci et a été menée tout au long de la démarche d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Un bulletin d'information « Ramber Actus » et un questionnaire ont été distribués à l'ensemble de la population de Rambervillers, pour les inviter à une balade urbaine suivie d'une discussion le mardi 5 octobre 2017.

Ainsi, au cours de la phase d'élaboration technique du P.L.U., la concertation s'est ainsi tenue de la façon suivante :

- Une réunion publique s'est tenue à la Maison du Peuple le 19 juin 2018 afin de présenter à la population le diagnostic du P.L.U. et le projet de PADD.

Une quarantaine de personnes y étaient présentes.

A cette occasion, un bulletin d'information « Ramber Actus » a été distribué en juin 2018 dans les boîtes aux lettres de l'ensemble de la population de Rambervillers pour annoncer la tenue de la réunion.

- Une réunion publique s'est ensuite tenue à la Maison du Peuple le 07 juillet 2021 afin de présenter à la population le projet de zonage et le règlement afférent.

Une trentaine de personnes y étaient présentes.

A cette occasion, un bulletin d'information « Ramber Actus » a été distribué en juillet 2021 pour annoncer la tenue de la réunion.

- Un cahier de concertation a été mis à disposition de la population depuis le lancement de la démarche jusqu'à l'arrêt du projet d'élaboration du P.L.U. par le Conseil Municipal. Ce registre a été mis à disposition du public au secrétariat de Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture. Ce registre compte à ce jour 9 observations qui concernent à la fois des demandes particulières de classement de parcelles en zone constructible et des remarques d'ordre plus général sur le P.L.U. La commune a pris position sur chacune des remarques comme suit :

NOM	REMARQUES	REPONSE COMMUNE
M Cyrille SAYER	Demande de sécurisation piétonnière de la route de Lunéville.	Cette problématique est un sujet parallèle au PLU. Etant rappeler que l'emprise foncière est suffisante ce qui ne nécessite pas de réserve à produire dans le cadre du PLU.
SMD - M. Jourdain Président	Demande que la parcelle E 888 passe de zone agricole en zone d'activités.	Classement N dans le PLU. Le règlement de la zone permet les installations liées aux services publics.
Mme Francine JOB	Demande des propriétaires que les parcelles 71, 74 et 77 de la route de Lunéville redeviennent constructibles.	Cette séquence du territoire est considérée hors trame urbaine. La volonté de la commune est d'impacter au minimum les espaces hors trame urbaine, de consolider la trame existante et de s'engager vers de la sobriété foncière ; cela dans le respect des engagements pris dans le recours auprès de la MRAe. L'urbanisation à venir se fera donc en renfort du socle urbain existant. Cette demande ne peut donc être intégrée favorablement.

M Cyrille SAYER pour les riverains	Demande de sécurisation piétonnière de la route de Lunéville et rue Alban Fournier.	Cf supra
M Pierre-Louis JARDEL	Demande du propriétaire que les parcelles 31/33//34/35/37/38 de la section BS deviennent constructibles.	Cette séquence du territoire est considérée hors trame urbaine. La volonté de la commune est d'impacter au minimum les espaces hors trame urbaine, de consolider la trame existante et de s'engager vers de la sobriété foncière ; cela dans le respect des engagements pris dans le recours auprès de la MRAe. L'urbanisation à venir se fera donc en renfort du socle urbain existant. Cette demande ne peut donc être intégrée favorablement.
M Jean-Pierre VEXLARD (fonderie)	Pourra-t-il toujours exercer son activité Vieux Chemin de Bru (en zone UD) à proximité de son domicile ?	Son activité pourra se poursuivre au sein des bâtiments existants.
EHPAD Les Grès Flammés	Intégration du projet d'EHPAD sur les parcelles AM 263, 264, 265, 266 et 300 (lieu-dit « La Gare »)	L'emprise de l'EHPAD a été relocalisée au droit du secteur 1AUep dédié.
Mme Florence COLOTTE	Parcelles AR 57, 58, 59, 60 rue des Monteaux ne présente pas de zone humide comme mentionné dans l'OAP n°2.	Ces parcelles ont fait l'objet d'investigations diligentées par un expert écologue et conformément à la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides. Cette méthode se base sur des expertises botaniques et des sondages pédologiques ce qui appuie la fiabilité des résultats obtenus. Il ne s'agit donc pas d'erreurs.
Drs Elodie et Matthieu DEMURGER	Demande d'uniformisation de la parcelle AM1 n°56, rue Charles Gratia.	Le PLU n'a aucune possibilité de faire évoluer le cadastre. Pour information, la totalité de la parcelle est classée en zone UA donc constructible.

Le Conseil Municipal,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.103-2 ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 30 avril 2015 prescrivant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme et engageant la concertation ;

VU le bilan présenté par M. le Maire ;

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

TIRE le bilan de la concertation, et décide de poursuivre la procédure d'élaboration du P.L.U.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet des Vosges.

Conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Pour extrait conforme
Affiché le 26 juillet 2023
Jean-Pierre MICHEL,
Maire



Jean-Pierre MICHEL

JEAN-PIERRE MICHEL
2023.07.21 12:10:14 +0200
Ref:20230721_115801_1-1-O
Signature numérique
le Maire

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RAMBERVILLERS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**VILLE
DE
RAMBERVILLERS
88700**

SEANCE DU 17 MAI 2017 - N° 2017/58- DGS

Convocation du Conseil
Municipal le : 10 mai 2017

Nombre effectif légal
du Conseil Municipal : 29

Nombre de membres en
exercice actuellement : 29

Nombre de membres
présents : 19

Nombre de membres
ayant donné pouvoir : 8

Nombre de membre
Excusé : 1

Nombre de membres
absents : 1

**OBJET : ELABORATION
DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

L'an deux mille dix-sept, le mercredi 17 mai, le Conseil Municipal de la Commune de RAMBERVILLERS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents, et adressée au moins cinq jours francs avant la présente séance, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre MICHEL, Maire.

Les membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice, suivant les prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales, 2ème Partie, titre II, chapitre I, Organisation de la Commune.

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Monsieur Loïc DEMANGEON ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions.

PRESENTS : M. Jean-Pierre MICHEL, M. Noël LENOIR, Mme Martine FERRY, M. Yannick MARQUIS, Mme Ingrid HOUILLON, M. Loïc DEMANGEON, M. Jean-Luc BARON, M. Richard OPALINSKI, Mme Michèle VEIL, Mme Evelyne LEBLOND, Mme Marie-Christine MARCHAL, Mme Christine MOUGEOT, M. Jacky GUIBERTEAU, M. Stéphane BOULAY, M. Alain NYSSSEN, M. Emmanuel SIBILLE, M. Edouard PARUS, M. Pascal AUBEL, Mme Marie-Christine CREUSILLET,

AVAIENT DONNE POUVOIR : Mmes Michèle HALL, Anne-Marie DAVID, Brigitte RATTAIRE, Marie-Christine MUNSCH, Dominique SOURDOT, Mrs Grégory THOMAS, Michel CAYE, Michaël BOSSERR

ETAIENT EXCUSES : M. Alain DUMET

ETAIENT ABSENTS : M. Matthieu LAURENT

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération en date du 30 avril 2015, le conseil municipal :

- Prescrivait la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme
- Autorisait le maire à consulter des bureaux d'études pour mener la révision du Plan D'Occupation des Sols.

Monsieur le Maire indique que la consultation des bureaux d'études a été lancée le 9 mars 2017.

Or, la loi **ALUR** (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) prévoit que si la révision n'a pas abouti avant le 27 mars 2017, le POS est caduc et la commune est régie par le Règlement National d'Urbanisme .

Extrait affiché le 18/05/2017

Monsieur le Maire précise que le POS étant caduc depuis le 27 mars 2017, l'objet de cette délibération n'est plus de réviser le POS, mais d'élaborer un PLU.

Accusé de réception en préfecture
088-218803674-20170517-201758-DE
Reçu le 01/06/2017
Signé par serialNumber=1-48408,given
Name=Jean-Pierre,SN=MICHEL
,CN=Jean-Pierre MICHEL,T=M
AIRE,OU=0002 218803674,2.5
.4.97=#130E303030322032313
8383033363734,O=COMMUNE DE
RAMBERVILLERS,C=FR
01/06/2017

Monsieur le Maire invite les membres du conseil municipal à délibérer en ce sens, les objectifs et les modalités de concertation restant inchangés.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'exposé de Monsieur le Maire

DECIDE, à l'unanimité l'élaboration du PLU

Ainsi délibéré et signé après lecture,
Pour extrait conforme,
Le Maire : Jean-Pierre MICHEL

Accusé de réception en préfecture
088-218803674-20170517-201758-DE
Reçu le 01/06/2017
Signé par serialNumber=1-48408,given
Name=Jean-Pierre,SN=MICHEL
,CN=Jean-Pierre MICHEL,T=M
AIRE,OU=0002 218803674,2.5
.4.97=#130E303030322032313
8383033363734,O=COMMUNE DE
RAMBERVILLERS,C=FR
01/06/2017

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE RAMBERVILLERS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**VILLE
DE
RAMBERVILLERS
88700**

SEANCE DU 30 AVRIL 2015 - N° 2015/49 – DGS

Convocation du Conseil Municipal
le : 23 Avril 2015

Nombre effectif légal
du Conseil Municipal : 29

Nombre de membres en
exercice actuellement : 29

Nombre de membres
présents à la séance : 22

Nombre de membres
ayant donné pouvoir : 5

Nombre de membres
excusés :

Nombre de membres
absents : 2

L'an deux mille quinze, le jeudi trente avril, le Conseil Municipal de la Commune de RAMBERVILLERS, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents, et adressée au moins cinq jours francs avant la présente séance, s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre MICHEL, Maire.

Les membres présents forment la majorité de ceux actuellement en exercice, suivant les prescriptions du Code Général des Collectivités Territoriales, 2ème Partie, titre II, chapitre I, Organisation de la Commune.

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L.2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Madame Johanna Mathieu ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions.

PRESENTS : MM. MICHEL, LENOIR, Mme FERRY, Mme MATHIEU, M. MARQUIS, Mme HOUILLON, Mme BLAISE, MM. BARON, Mme HALL, M. OPALINSKI, Mme VEIL, Mme LEBLOND, Mme SOURDOT, MM. GUIBERTEAU, EL ALLAMI, THOMAS, MM. HUSSON, GERARD, KELLER, Mme JOB, Mme HAITE, M. DUMET
AVAIENT DONNE POUVOIR : M. DEMANGEON, Mme MARCHAL, Mme MOUGEOT, MM. BOSSERR, BOULAY
ETAIT ABSENTE : Mme BAYRAM, Mme MANGIN

LE CONSEIL MUNICIPAL,

OBJET :

URBANISME

REVISION

GLOBALE DU POS EN PLU

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-1 et suivants et les articles R 123-1 et suivants,

VU l'article L 300.2 du code de l'urbanisme relatif aux objectifs poursuivis et aux modalités de concertation ;

Monsieur le maire de la commune présente les raisons de la révision du Plan d'Occupation des Sols.

APRES AVOIR ENTENDU l'exposé du maire qui a précisé, entre autre que le débat sur le PADD (projet d'aménagement et de développement durable), l'arrêt du projet, la consultation des services puis l'enquête publique interviendront, dans cet ordre chronologique, dès que possible, après en avoir délibéré, et dans les conditions suivantes :

Conformément à l'article L 123-9, le débat au sein du conseil municipal prévu pour définir les orientations générales du P.A.D.D. sera lancé dès que possible.

Après en avoir délibéré,

PRESCRIT, à l'unanimité, la révision du Plan d'Occupation des Sols sur l'intégralité de son territoire en Plan Local d'Urbanisme.

PRECISE que les objectifs de la révision sont notamment de:

- *Poursuivre un développement urbain raisonné et respectueux des espaces naturels et agricoles en menant une gestion optimale du potentiel foncier disponible, des ressources disponibles en eau potable en collecte des eaux usées et en tenant compte des possibilités d'extension des principaux réseaux notamment électrique : réflexion sur les formes urbaines et les typologies d'habitat à développer.*

Extrait affiché le 04/05/2015

- *Prendre en compte l'environnement comme élément fondateur d'un nouveau projet urbain : développer les itinéraires cyclables et les transports en commun, réflexion sur la possibilité d'écoquartier sur le secteur de Badlieu avec liaisons douces vers le centre ville.*
- *Identifier pour répondre au mieux aux besoins actuels et futurs en matière d'habitat, d'activités, de services et d'équipements publics.*
- *Répondre à l'ensemble des problématiques urbaines (commerces, stationnement, PDU) mais aussi architecturales (mise en valeur du bâti de caractère, éradication des ruines) et sociale (habitat indigne, population en difficulté) sur l'ensemble des zones urbanisées du territoire.*
- *Répondre au besoin de requalification urbaine notamment du centre bourg (projet AML en cours, requalification d'îlots).*
- *Prendre en compte le risque inondation sur la commune et prévoir la mise en compatibilité du document d'urbanisme lorsque le PPRI sera approuvé.*

PRECISE que les modalités de concertation mises en œuvre sont les suivantes :

- Affichage en Mairie de la présente délibération pendant toute la durée de l'élaboration et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU.
- Disponibilité du dossier au service urbanisme de la Mairie.
- Ouverture d'un registre de concertation publique destiné aux réflexions d'intérêt général et collectif au service urbanisme de la Mairie.
- Publicité par voie de presse et dans le bulletin d'information municipale ainsi que sur le site internet de la commune.
- Organisation de deux réunions publiques d'information
 - une pour la présentation des orientations du PADD
 - une pour la présentation du projet de PLU arrêté
- Des insertions dans la presse et dans le bulletin municipal et sur le site de la commune informeront la population des dates, lieux et objets des réunions.
- Les observations d'intérêt général pourront être présentées par le biais du registre de concertation, par courrier adressé à Monsieur le Maire ou lors des réunions publiques.
- La concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du PLU. A l'issue de la concertation, un bilan sera dressé par Monsieur le maire et présenté au Conseil Municipal.

DEMANDE, conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme, que les services de la DDT soient mis à la disposition de la commune pour assurer la conduite de la procédure et de solliciter de l'État, une dotation allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du POS

PROCEDE à une consultation de bureaux d'études pour mener la révision du POS et de charger le maire de prendre les dispositions nécessaires à la poursuite de la procédure ;

DONNE AUTORISATION AU MAIRE pour signer tout contrat, avenant, ou convention de prestations ou de services concernant la révision du POS ;

INDIQUE que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

CONFORMEMENT à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente

délibération est **notifiée** au

Préfet,
Président du conseil régional,
Président du conseil départemental et,
Présidents des EPCI limitrophes, Maires des communes voisines, (Romont, Roville aux Chênes, Bru, Saint-Benoit-la-Chipotte, Anglemont, Jeanménil, Saint-Gorgon, Vomécourt.)

à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale,
à la Chambre des métiers,
à la Chambre d'agriculture,

pour **association** à la révision du PLU/POS.

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera publiée :

-au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du CGCT, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus ;

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Elle sera exécutoire à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité définies ci-avant (la date prise en considération pour l'affichage est celle du premier jour).

Ainsi délibéré et signé après lecture,

Pour extrait conforme,

Le Maire : Jean-Pierre MICHEL